

## **Atelier «Mensonges et vérités sur la sécurité et la dette sociale»**

Cet atelier interactif fut organisé par Broc et Eric Nemes, d'ATTAC-Liège (Belgique), et par Rui Viana Pereira du CADPP (Portugal).

Le document que je vous présente ici contient une collection de sujets et outils présentés par Rui Viana Pereira dans l'atelier. L'intention de ces outils est tout simplement d'appuyer le débat sur la sécurité sociale, la dette publique et les relations existantes entre les deux.

## **La sécurité sociale est-elle soutenable ?**

### **Quelle relation entre la sécurité sociale et la dette publique ?**

Rappelons quelques mythes néolibéraux et austéritaires :

- Le mythe de l'insuffisance des ressources collectives pour maintenir la sécurité sociale telle que nous la connaissons. Bref, le déficit de la sécurité sociale.
- Le mythe des conséquences du vieillissement de la population dans la soutenabilité de la sécurité sociale, notamment les pensions.

Face à ces mythes il faut avant tout se demander :

- Est-ce vrai que les fonctions sociales de l'État consomment des ressources supérieurs aux ressources collectives disponibles ?

On va déconstruire ces mythes, et on verra qu'ils ont une liaison directe avec la dette publique.

Mais avant d'initier cette course, il nous faut faire quelques exercices d'échauffement.

### **Quelques méthodes de travail**

Il faut établir des critères qui nous garantissent : 1) la rigueur scientifique de nos calculs ; 2) une approche adéquate aux intérêts des travailleurs ; 3) une simplification des complications présentés par la propagande dominante, qui nous empêchent de discuter ces problèmes avec le citoyen moyen dans les bus et les bistros.

#### ***Méthode 1 :***

Acceptons le mélange / la promiscuité entre l'État et la sécurité sociale. Même si quelques-uns d'entre nous ont des réticences sur cette méthode et considèrent que la sécurité sociale devrait se maintenir autonome (comme elle l'était au départ – voir annexe historique). Pour le moment c'est plus pratique d'accepter les faits, et de baser nos calculs sur les données disponibles.

### **Méthode 2 :**

Acceptons la norme comptable officielle qui sépare les comptes de l'État dans ses 4 fonctions :

**Fonctions souveraines** (parlement, ministères, diplomatie, forces militaires et policières, etc.)

**Fonctions sociales** (santé, éducation, assistance sociale, habitation, culture, etc.)

**Fonctions économiques** (appui aux activités économiques, aux entreprises, etc.)

**Fonctions financières et autres** (notamment le service de la dette publique)

Je vais appeler les 3 premières « fonctions primaires de l'État ».

### **Méthode 3 :**

D'habitude on parle du budget de l'État dans sa totalité, mélangeant toute sorte de manœuvres financières (notamment le service de la dette) avec les autres rubriques du budget. C'est un piège fatal, puisque nous voulons isoler le problème des coûts de la sécurité sociale pour les contribuables et fuir le piège des justifications du système financier d'endettement. Donc, pour le moment on va ignorer les fonctions financières, et ses comptes, et on va se concentrer sur les fonctions primaires de l'État.

### **Méthode 4 :**

D'habitude on utilise le PIB comme référence universelle. Cette méthode ne nous intéresse pas beaucoup ici – pourquoi chercher à savoir quel est le pourcentage des coûts sociaux par rapport au PIB, si ça ne me dit rien de son origine, de son utilisation et de la répartition des ressources collectives ?

Créons une nouvelle référence : le calcul des revenus de l'État basé sur les impôts directs et indirects et les cotisations sociales, et appelons-le « collecte combinée » :

$$\begin{aligned} &+ \mathbf{IR} \text{ (impôts directs sur les revenus)} \\ &\quad [= \text{IPP} + \text{IPM} = \text{impôts directs sur les revenus des personnes physiques} \\ &\quad \text{(ménages) et morales (sociétés)}] \\ &+ \mathbf{TVA} \\ &+ \mathbf{cotisations sociales} \\ \hline &= \mathbf{collecte combinée} \end{aligned}$$

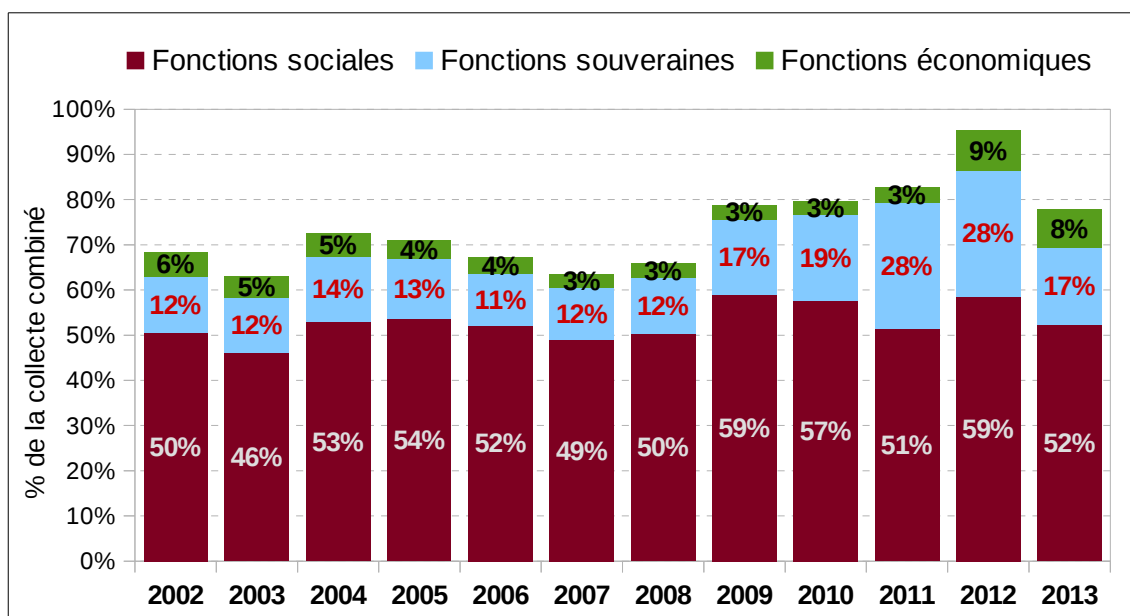
Quel est l'avantage de cette méthode ? Elle assure que nous parlerons tout le temps de ressources réelles de l'État. Ces ressources proviennent de l'unique source de création de richesse (le travail), et non des montants fictifs ou des manœuvres financières douteuses.

[ Note : la «collecte combinée» est considérablement inférieure aux recettes totales de l'État, puisqu'il manque de nombreux impôts et taxes, et aussi les investissements financiers et immobiliers de l'État, les profits (ou pertes) des sociétés publiques, etc.]

## Le mythe du déficit de la sécurité sociale

Voyons le cas concret du Portugal – un pays assujettis à des mesures d'austérité draco-niennes, justifiées par la fameuse phrase : «on a dépensé au-dessus de nos moyens».

### Dépenses publiques pour les fonctions primaires de l'État. Portugal, 2002-2013



Source: *Compte général de l'État*. Infographie: Rui Viana Pereira

**Les dépenses pour les fonctions primaires de l'État sont largement inférieures à la collecte combinée.** Avant 2009, elles consommaient de 60 à 70 % de celle-ci.

**L'ensemble des fonctions sociales n'a jamais dépassé les 60 % de la collecte combinée.** C'est vrai que même avant 2009 les fonctions sociales consommaient environ la moitié de la collecte combinée, mais on ne peut pas concevoir d'autre façon un État social, c'est à dire, un État qui se propose de donner toujours la priorité à ses fonctions sociales.

[Note : L'évolution des dépenses pour les trois fonctions de l'État après 2008 relève beaucoup de questions d'une énorme importance sociale et budgétaire, mais on n'aura pas le temps de les examiner ici. Disons en somme que, quand on commence à creuser dans cette voie, on trouve une mine de mécanismes de rente et de transfert des ressources collectives vers les sociétés privées, de telle façon qu'à une augmentation des dépenses sociales correspond en fait une diminution du salaire différé. Il faut aussi noter que l'augmentation galopante du chômage et de la pauvreté a des énormes coûts pour les fonctions sociales.]

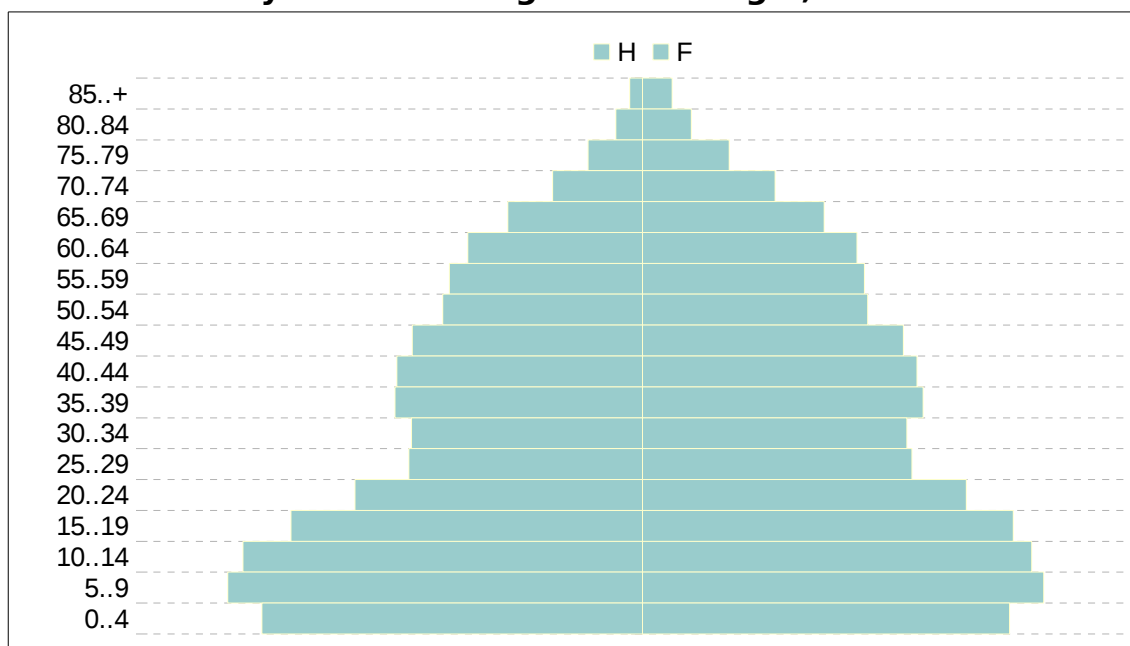
[ Note : Pour les autres pays, voir par exemple Anwar Shaik, «Who Pays for the “Welfare” in the Welfare State? A Multicountry Study», *Social Research*, Vol. 70, No. 2 (Summer 2003), pages 531-550. Anwar Shaik utilise une méthode différente de celle qu'on présente ici, mais ses conclusions sont identiques : la sécurité sociale n'est jamais déficitaire dans les pays de l'OCDE.]

## Le mythe de la pyramide des âges

C'est un fait que les populations des pays plus développés (acceptons cette terminologie, pour abrégé) «ont vieilli». Qu'est-ce ça veut dire, le vieillissement d'une population ? Ça signifie que le pourcentage des gens plus âgés a augmenté par rapport au reste de la population.

Voyons l'exemple concret du Portugal en 1971 :

### Pyramide des âges du Portugal, 1971

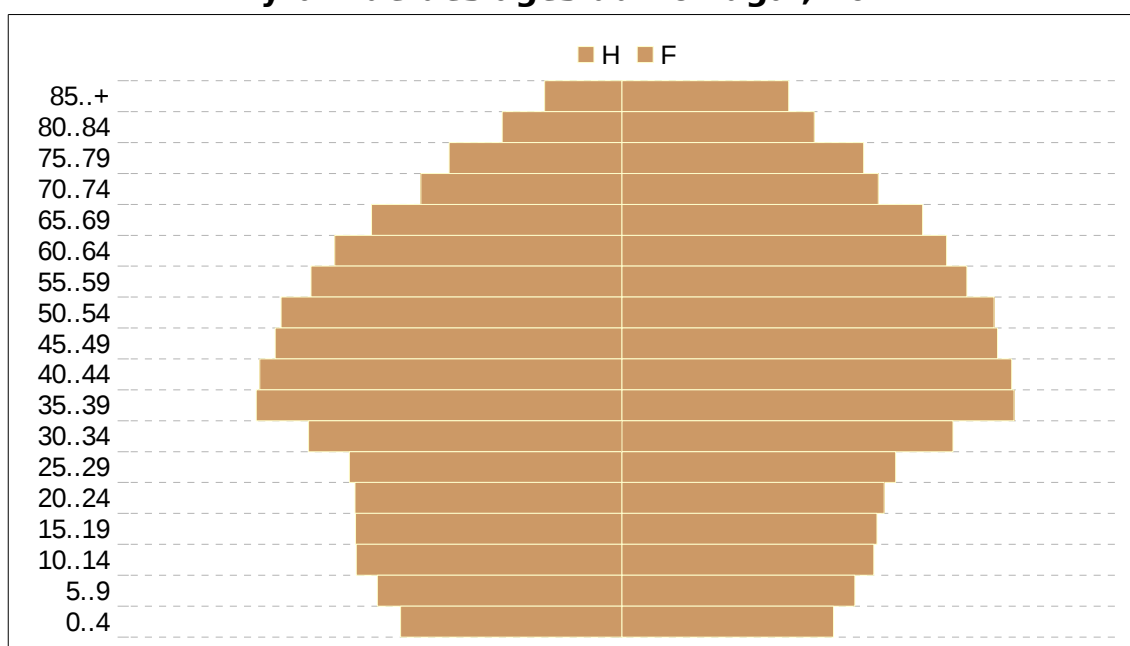


Source : INE. Infographie : Rui Viana Pereira

Nous voyons ici une pyramide des âges proche de celle des pays sous-développés, avec un important pourcentage d'enfants et une espérance de vie assez réduite après 65 ans. Remarquons que 62 % de la population avait l'âge de travailler (de 15 à 64 ans).

Voyons maintenant ce que se passe en 2014 :

### Pyramide des âges du Portugal, 2014



Source : INE. Infographie : Rui Viana Pereira

***Le pourcentage de gens en âge de travailler, de nos jours, n'est pas inférieur à celui d'il y a un demi siècle. Au contraire, la population âgée de 15 à 64 ans a augmenté : elle était de 62 % en 1971, elle est de 65 % en 2014.***

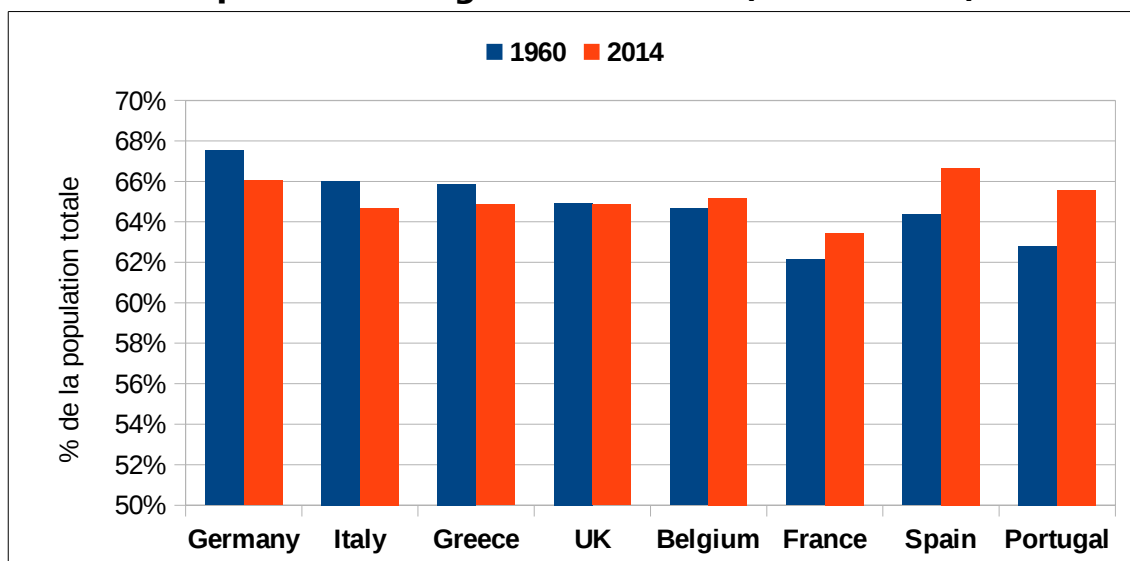
***Il y a plus de personnes en conditions de travailler aujourd'hui ; le pourcentage de personnes supposément dépendantes des autres membres de la société a diminué.***

À mon avis, c'est une erreur fatale de chercher dans la distribution de la pyramide des âges un facteur déterminant pour la soutenabilité de la sécurité sociale. Mais si on s'en tète à le faire, alors la situation actuelle s'avère la plus belle jamais vérifiée dans l'histoire de l'humanité. Nous n'avons plus besoin de condamner nos enfants au travail salarié ou esclavagiste pour que toute la société survive, parce qu'il y a énormément d'adultes en conditions de travailler. En même temps, l'espérance de vie n'a jamais atteint un si haut niveau. En somme, ***ce que la pyramide des âges nous montre n'a rien à voir avec la soutenabilité des pensions, mais plutôt avec un formidable saut civilisationnel*** qu'on a fait ces dernières 100 années – grâce, précisément, à l'invention de la sécurité sociale.

Comment interpréter la frappante transformation de la pyramide des âges au Portugal dans la courte période de 40 ans ? C'est la période pendant laquelle on a construis les services d'accès universel, tendanciellemeent gratuits, pour la santé, l'éducation, l'assistance aux membres les plus fragiles de la société, etc.

Voyons maintenant ce qu'il s'est passé dans 8 pays européens situés à différentes étapes de développement :

### Population en âge de travailler (15 à 64 ans)



Différence moyenne de la population en âge active, entre 1960 et 2014 :  
0,4 %

Source : Eurostat. Infographie : Rui Viana Pereira

4 des 8 pays montrent une augmentation de la population d'âge actif, avec un maximum au Portugal. 3 pays souffrent d'une légère diminution. La différence moyenne entre 1960 et 2014, considérant l'ensemble de ces 8 pays sans douanes entre eux, est de 0,4 %, c'est à dire, presque nulle.

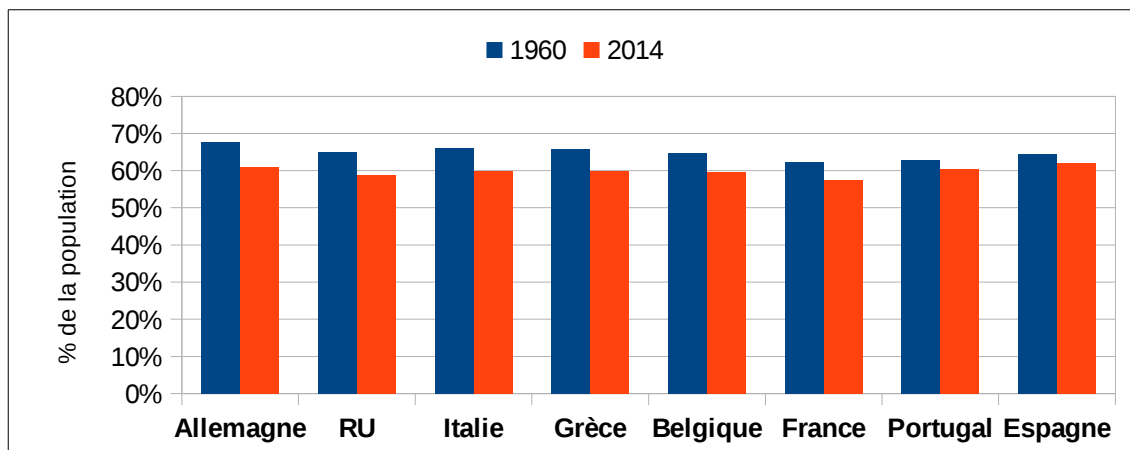
### Les normes statistiques ne sont pas toujours cohérentes avec la réalité sociale

La norme statistique «d'âge actif» ou «en âge de travailler», de 15 à 64 ans, a été choisie, pour de bonnes raisons, à une certaine époque. Mais il faut se demander à quel point elle continue à correspondre à la situation actuelle, issue de l'évolution sociale et économique :

- beaucoup de pays européens obligent les jeunes gens à étudier 12 ans – ce qui rend très résiduel le nombre de personnes qui commence à travailler avant l'âge de 18 ans ;
- une large part de la production européenne, avec un haut niveau de technologie, exige de plus en plus temps de formation, ce qui pousse le début d'âge actif vers les 20-21 ans, et même les 24-25 ans ;
- cette réalité est reconnue par la législation, qui, à travers les décennies, a augmenté successivement la limite inférieure d'entrée sur le marché du travail.

Il faut que nous adoptions une nouvelle méthode : quand on compare la pyramide des âges de différentes époques, on doit comparer, par exemple, l'échelon de 15 à 64 ans en 1960, avec l'échelon de 20 à 64 ans en 2014. Si on compare les mêmes échelons, le résultat sera mathématiquement plus correct, mais socialement absurde.

### Comparaison de la population d'âge actif : 1960 (15-64) vs 2014 (20-64)



Différence moyenne : -5 %

Source : Eurostat. Infographie : Rui Viana Pereira

En fait on a perdu 5 % de la force de travail potentielle – non à cause du vieillissement, mais plutôt à cause des changements dans la production. Par contre, on peut vérifier que l'échelon des 65 à 69 ans suffit pour compenser exactement cette perte de 5 % du contingent de travailleurs – ce qui pourrait être à l'origine de l'acharnement néolibéral à retarder l'âge de retraite.

De fait, on n'a pas besoin de ces 5 %, parce que la productivité entre 1970 et 2014 a augmentée 2,4 fois au Portugal (2,6 fois dans la moyenne de la zone OCDE). Ce que signifie que chaque travailleur produit aujourd'hui environ deux fois et demi plus de richesse que ce que ses parents produisaient. Mais du point de vue du capital, récupérer ces 5 % de personnes potentiellement actives aide à maintenir la pression sur la masse de travailleurs et les salaires.

En somme : ***ce qui menace la soutenabilité de la sécurité sociale n'est pas le vieillissement des populations, mais plutôt :***

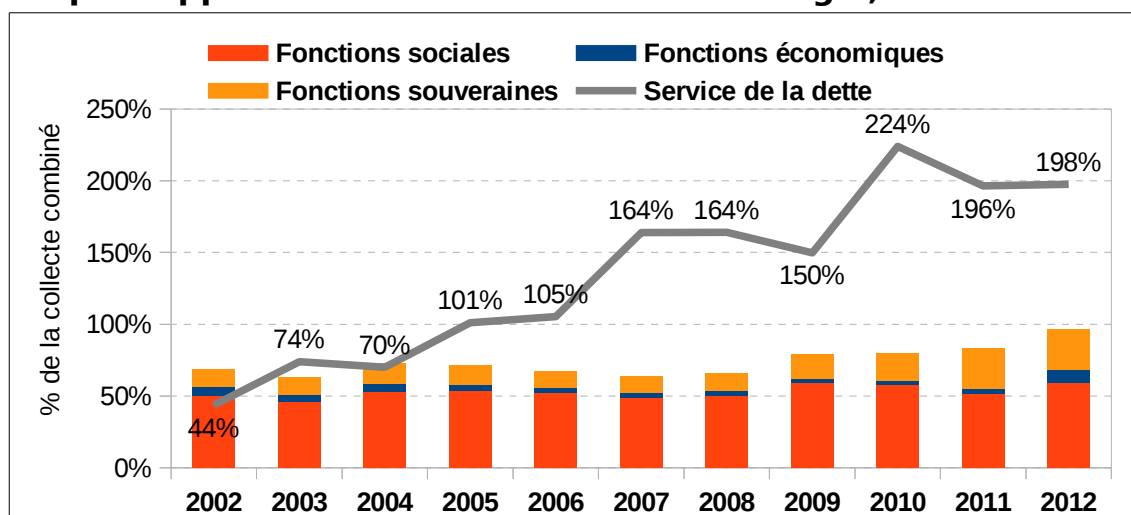
- ***le chômage***, puisque le volume total de cotisations et de collecte fiscale dépend du nombre de salariés ;
- ***le bas niveau des salaires*** ;
- ***le système fiscal***, surtout en ce qui concerne la taxation du capital et du patrimoine.

## Conclusions : les mythes de la sécurité sociale et sa relation avec le système dette

### 1. Le mythe du déficit budgétaire provoqué par les fonctions sociales

Les fonctions sociales de l'État, y compris la sécurité sociale, ne sont pas déficitaires par rapport à l'ensemble de la collecte combinée. Bien au contraire, il y a toujours un excédent. Cet excédent est utilisé pour payer des rentes permanentes aux spéculateurs financiers et à d'autres formes de capital rentier, notamment les PPP (partenariats public-privés) et les intérêts de la dette.

### Coût des fonctions souveraines, sociales, économiques et du service de la dette, par rapport à la collecte combinée. Portugal, 2002-2012



Source : Compte général de l'État

Note sur l'exemple portugais : remarquons qu'en 2002 la plupart du réseau public des hôpitaux, centres de santé, écoles, universités, infrastructures, transports publics, etc., était déjà construit. Donc, ce n'est pas cet investissement le responsable de la soudaine explosion de la dette publique.

### 2. L'absurdité de l'argument du profit

Le discours néolibéral nous dit que la gestion publique génère des pertes (on a déjà vu que c'est un mythe), au lieu de générer des profits. C'est une absurde idiotie, parce que dans le domaine du budget d'État on ne peut pas parler de profits ou de bénéfices nets. Aucun manuel de la science comptable, aucune norme des budgets d'État en Europe, ne contient la notion de profit. Le profit net est une notion exclusive des budgets des sociétés privées, c'est à dire, de l'exploration capitaliste. Au niveau du budget d'État et de la sécurité sociale, on peut seulement parler des bénéfices sociaux.



Aussi absurde qu'il soit, l'argument sème la peur dans les populations, pour les convaincre qu'il faut privatiser les services publics. Mais quelques temps après la privatisation on constate presque toujours qu'il faut l'intervention de l'État (subventions au capital) pour maintenir ces services privatisés en fonctionnement. Autrement dit : la privatisation des services publics provoque un accroissement des dépenses publiques, générant des déficits qui à son tour «justifient» de nouveaux emprunts publics.

### ***3. Le mythe de la perte de soutenabilité de la sécurité sociale en raison du vieillissement de la population***

Les arguments néolibéraux nous disent que le vieillissement de la population provoque un déséquilibre entre les ressources disponibles (impôts+cotisations) et le coût de la fraction de la population qui dépend de la fraction qui travaille.

Cet argument est faux, comme nous l'avons vu. Il est même en opposition à la réalité : on a un pourcentage de population d'âge actif plus large que jamais. Et la productivité actuelle a grandi de telle façon que, même si l'argument de l'excès de dépendants était réel, il n'y aurait aucun problème (à condition qu'on fasse des investissements productifs, évidemment).

En plus, dire qu'il y a trop de vieilles personnes c'est appeler à un recul civilisationnel barbare.

### ***4. Les vrais sources des problèmes budgétaires de la sécurité sociale sont le détournement de ses fonds vers le privé, le chômage et les bas salaires***

### ***5. Tous les mythes, mensonges et syllogismes néolibéraux contre la sécurité sociale cherchent à convaincre la population qu'il faut emprunter pour couvrir les déficits publics***

Nous avons vu que les fonctions primaires de l'État ne provoquent aucun déficit.

Le déficit des budgets d'État résulte exclusivement du service de la dette et d'autres formes de rente permanente pour le capital ; de la privatisation des services publics ; de la vente d'immeubles publics (quand les immeubles publics sont vendus au privé, d'habitude les services qu'y étaient installés commencent à devoir être loués à coups de millions au privé) ; etc.

### ***6. L'idée de démantèlement de la sécurité sociale est un peu ambiguë***

La sécurité sociale et les fonds de pension ont été transformés en une source de rentes pour le capital. Les fonds de pension sont gaspillés en titres de la dette publique (surtout quand les sociétés financières ne les veulent plus ou quand il y a danger de défaut), actions des sociétés privées, etc., selon les intérêts du capital. Pour cette raison, ce n'est pas sûr que les politiques néolibérales veuillent carrément démanteler et en finir *totale-ment* avec la sécurité sociale, puisqu'elle fut transformée dans une source de profits pour le capital – ça serait un peu comme tuer la poule aux œufs d'or.

Quand on parle de démantèlement, il faut l'entendre comme une diminution drastique du salaire social, c'est à dire, de la dévolution aux travailleurs de la part du salaire qu'ils ont déposé dans les coffres de l'État ; et aussi comme sa soumission aux intérêts du système dette en tant que processus de domination des peuples.

### **7. Quelques sujets à approfondir**

- Doit-on accepter l'intégration de la sécurité sociale dans la gestion de l'État, ou devrions-nous lutter pour récupérer l'autonomie initiale de la sécurité sociale ? [ Note : à cet égard, il y a des différences importantes entre les différents pays et systèmes de l'UE. ] Il y a-t-il une relation entre autonomie de la sécurité sociale et autonomie souveraine des pays, ou les deux choses non rien à voir ?
- Doit-on accepter le système de cotisation actuel [ différent entre chaque pays ] ou faut-il le rediscuter ? Cotisations calculées seulement sur le salaire ? Ou cotisations patronales calculées sur la valeur ajoutée brute/net ? [ Note : il y a des pays où on pratique un taux social unique calculé sur le salaire (p.ex. le Portugal) et il y a des pays où le taux de cotisation est variable. ]
- Est-ce possible de lutter uniquement pour le maintien et le bon fonctionnement de la sécurité sociale ? Ou est-ce que cette lutte défensive est condamnée à la défaite si on ne s'attaque pas à la question centrale du système dette ? La réponse à cette question est déterminante pour le choix des formes de revendications et luttes pour la défense de la sécurité sociale et les droits humains associés.

**8. Il est inutile de parler de soutenabilité de la sécurité sociale sans changements de politiques fiscales, surtout en ce qui concerne la taxation du capital et des opérations financières.**

La Marlagne, Namur, Belgique,

12/09/2015

*Rui Viana Pereira*

# Annexes

## D'où vient la sécurité sociale ?

### Petite introduction abrogée

[ Cette présentation, au début de l'atelier, visait à situer la nature historique et l'état actuel de la sécurité sociale. ]

#### Conditions de travail et de vie des travailleurs au 19ème siècle :

- les salariés travaillaient jusqu'à la mort ou jusqu'à l'incapacité
- les affamés, les chômeurs, les malades, les orphelins, etc. dépendaient de la charité ou de la solidarité des voisins, de l'église ou des patrons

#### Commune de Paris, 1871

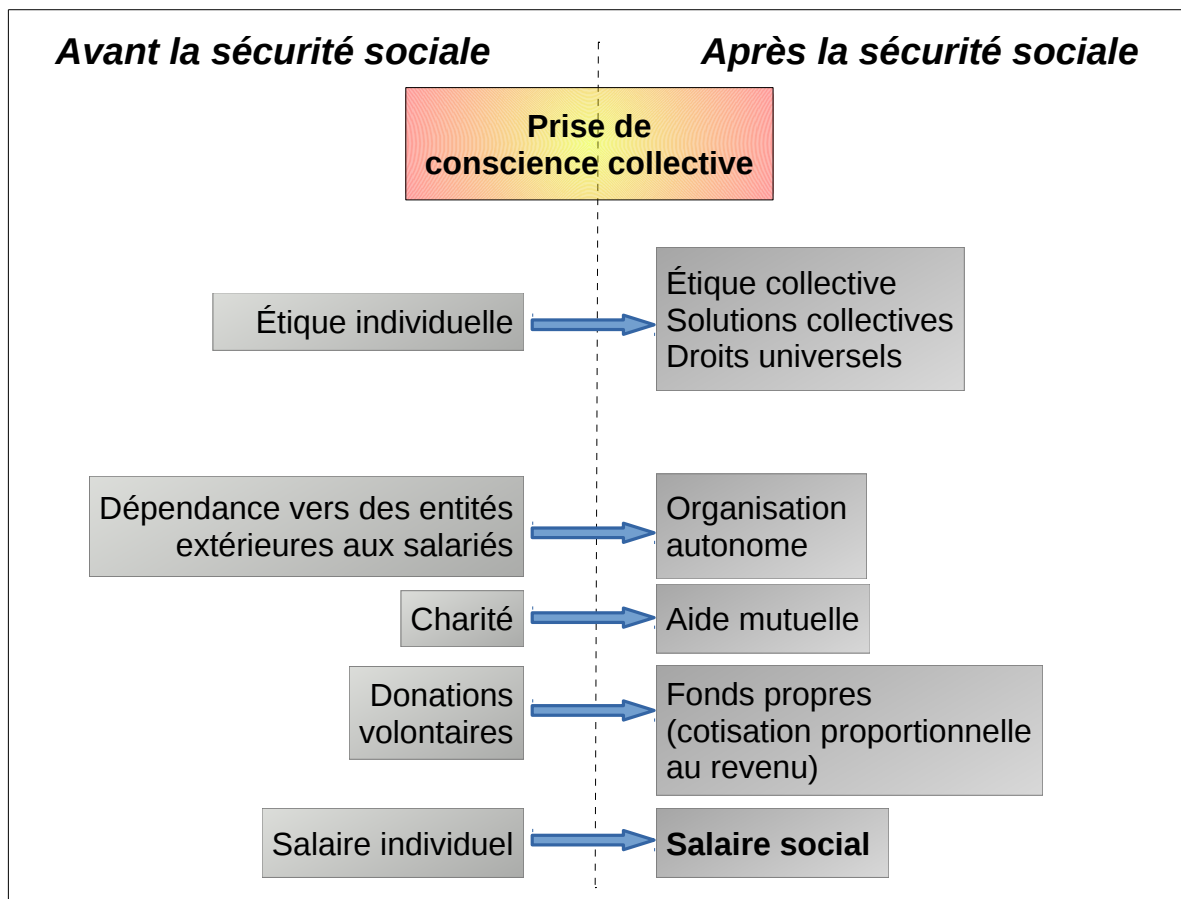
- les salariés créent de nouvelles formes d'organisation collective de la solidarité
- ces organisations incluent des fonds d'aide mutuelle (notamment des fonds de pension, des fonds d'assistance aux chômeurs, etc.), mais aussi des centres d'alphabetisation, de lecture et discussion, des bibliothèques ouvrières, des cliniques
- ce processus d'invention de nouvelles formes d'organisation et d'aide mutuelle se répète, avec des différences de détails, dans d'autres pays

#### Réaction des patrons :

- même si les patrons se méfient de toute forme d'organisation des salariés, là ils se disent : «si les travailleurs se débrouillent tout seuls, tant mieux – nous on se libère de déboursements pour la charité»
- entre faire face à des révoltes ou faire des concessions pour maintenir la paix sociale et gouverner à l'aise, certains gouvernements ont préféré accepter la situation - ou même prendre l'initiative - de construire des institutions du genre sécurité sociale. C'est le cas du fameux Bismark, que certains manuels d'histoire présentent comme l'inventeur du système de sécurité sociale

#### Caractéristiques principales des organisations d'aide mutuelle :

- autonomes
- basées sur les salaires



Quelques années plus tard, **les patrons s'aperçoivent que les travailleurs ont recueilli dans des fonds de pension une part importante de la richesse collectivement produite** (valeur actuelle = environ un tiers de la richesse mondiale). Cette énorme accumulation, hors de la logique de l'accumulation capitaliste et de l'investissement financier, gêne les patrons ; depuis ce moment-là ils ne cesseront plus jamais de lutter pour reprendre le contrôle de ces richesses. Du point de vue de ceux d'en bas, ces fonds sont des recours collectifs partagés. Du point de vue des patrons, c'est du capital immobilisé. Du point de vue des salariés, ces fonds génèrent des services, des aides monétaires, du bien-être social et individuel. Du point de vue des patrons, c'est du capital qui ne génère pas de profits.

**Alors, à un premier stade,**

- les patrons exigent de participer aux contributions dans les institutions autonomes des travailleurs
- donc d'y avoir une place dans la gestion de la sécurité sociale

**À un deuxième stade,**

- pacte social – un système grâce auquel, offrant certaines avantages, les patrons, à travers l'État, reprennent le contrôle sur les fonds collectifs

Dans le cas portugais, par exemple, ça a signifié :

- l'universalisation de l'accès, «tendanciellement gratuit» (selon la Constitution), à l'éducation, à l'assistance dans la vieillesse, la maladie, l'habitation, le chômage, ...
- la promesse de maintien des taux de chômage résiduels et indexation annuelle des salaires
- la pacification sociale

mais aussi :

- la perte d'autonomie des institutions de solidarité et d'aides mutuelles
- la perte de contrôle sur la gestion des fonds
- l'introduction progressive des logiques capitalistes d'accumulation et de capitalisation dans la gestion de la sécurité sociale

(le pacte social est finis depuis quelques années, plus exactement depuis l'introduction des politiques néolibérales. À cet égard, je crois que l'époque actuelle pourrait être définie comme le «post-pacte social»)

### **À un troisième stade, on voit apparaître des propositions de**

- privatisation progressive des fonctions sociales de l'État et de la sécurité sociale, notamment :
  - plafonnement des cotisations
  - assurances parcellaires et privées
  - solutions de sécurité d'un individualisme radical, remplaçant la logique de répartition par la logique fétichiste et individualiste de capitalisation